



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Délégation Ile-de-France Villejuif  
7, rue Guy Môquet  
94 800 Villejuif

Accord-Cadre de fournitures courantes et services (FCS)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(C.C.A.P.) commun aux trois lots**

**Objet :** Réalisation des prestations de transport pour les Agents en situation de handicap en Ile-de-France, pour le compte de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif par une société de transport

**MODE DE PASSATION :**

Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 alinéa 3 à R2123-7 du code de la commande publique.

**FORME DU MARCHE :**

Accord-Cadre mono-attributaire alloti en application de l'article L2113-10 du code de la commande publique.

Article 1 – Objet et forme de l’Accord-Cadre .....	3
1.1 Objet de l’accord cadre .....	3
1.2 Forme de l’accord-cadre .....	3
Article 2 – Pièces contractuelles de l’accord-cadre .....	4
Article 3 – Durée de l’accord-cadre .....	4
Article 4– Avance .....	4
Article 5 – Emission des bons de commande .....	5
5.1 Généralités .....	5
5.2 Prestations récurrentes .....	5
5.3 Prestations occasionnelles .....	5
5.4 Adresse électronique de réception des bons de commande .....	5
Article 6 – Modalité générale d’exécution de l’accord-cadre .....	6
Article 7 – Sous-traitance .....	6
Article 8 – Modifications relatives au titulaire de l’accord-cadre .....	6
8.1 Modifications mineures .....	6
8.2 Modifications majeures .....	6
Article 9 – Clause de réexamen .....	7
9.1 Réexamen des conditions d’exécution des prestations .....	7
9.2 Réexamen en cas d’ajout ou modifications de références dans l’annexe financière .....	7
Article 10 – Forme et modalités de révision de prix .....	7
10.1 Nature des prix .....	7
10.2 Révision des prix .....	8
Article 11 – Opérations de vérification .....	9
11.1 Vérification quantitative .....	9
11.2 Vérification qualitative .....	9
11.3 Décision après vérification .....	10
Article 12 – Facturation .....	10
12.1 Modalités de transmission de la facture .....	10
12.2 Contenu de la Facture .....	10
12.3 Modalités de règlement .....	11
12.4 Ordonnateur et comptable .....	11
Article 13 – Délais d’exécution et pénalités applicables .....	11
13.1 Délais d’exécution .....	11
13.2 Pénalités : .....	11
13.3 Pénalités relatives aux dispositions du code du travail .....	12
Article 14 – Responsabilité et Assurance .....	12
14.1 Responsabilité .....	12
14.2 Assurance .....	13
Article 15– Confidentialité .....	13
Article 16– Protection des données à caractère personnel .....	13
16.1 Finalité de traitement des données à caractère personnel .....	14
16.2 Engagement du Titulaire .....	14
16.3 Obligations du sous-traitant .....	14
Article 17 – Résiliation .....	15
17.1 Résiliation sans faute .....	15
17.2 Résiliation à la demande du titulaire .....	16
17.3 Résiliation pour faute .....	16
Article 18 – Transfert des prestations, Phase de réversibilité .....	16
Article 19– Droit applicable – Langue .....	16
Article 20 – Obligations réglementaires .....	16
Article 21 – Protection de l’environnement, sécurité et santé .....	17
Article 22 – Respect des principes d’égalité, de laïcité et de neutralité dans l’exécution des prestations .....	17
Article 23 – Différends et Litiges .....	17
Article 24 – Dérogations aux documents généraux .....	18
Annexe 1 – Définitions .....	19

## Article 1 – Objet et forme de l'Accord-Cadre

---

### 1.1 Objet de l'accord cadre

---

Le présent Accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations de transport pour les agents en situation de handicap, nommés ci-après « Agents », en Ile-de-France, pour le compte de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif par une société de transport.

Le service fonctionnera toute l'année, sauf les weekend, jours fériés et périodes de congés des Agents du CNRS bénéficiaires des prestations.

### 1.2 Forme de l'accord-cadre

---

#### 1.2.1 Forme

Le présent contrat prend la forme d'un accord-cadre mono attributaire fixant l'ensemble des stipulations contractuelles et s'exécutant par l'émission de bons de commande au fur et à mesure du besoin, conformément aux articles R2162-2, R2162-4 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14.

Les bons de commandes sont émis selon deux types de prestations :

- **Les Prestations récurrentes** : Il s'agit de prestations prévisibles conclues à prix unitaires. Elles concernent le trajet aller et retour d'un Agent lors de ses déplacements domicile-travail/ travail-domicile.

Pour les trajets récurrents, les adresses de prise en charge des Agents, ainsi que le type de véhicule sont précisés dans l'annexe financière.

- **Les Prestations occasionnelles** : Il s'agit de prestations non définies quantitativement conclues à prix unitaires. Les prestations occasionnelles concernent le trajet aller et retour ou un seul trajet d'un Agent lors de ses différents déplacements professionnels (réunions de travail, formation, convocations individuelles par la direction des ressources humaines, par la médecine de prévention ou statutaire, etc.).

#### 1.2.2 Allotissement

Le présent accord-cadre est réparti en trois lots par site géographique, les prestations ponctuelles pourront s'étendre sur toute la région Ile-de-France.

Pour chaque lot défini ci-dessous, Il sera conclu un accord-cadre et les prestations seront exécutées en Ile-de-France.

Il s'agit de données prévisionnelles, des Agents pourront être ajoutés ou supprimés du présent marché sans que cela ne soit formalisé.

- **LOT n°1 : Paris**

Montant maximum pour le Lot 1 : 83 673,00€ HT

- **LOT n°2 : Seine Saint Denis et Seine et Marne**

Montant maximum pour le Lot 2 : 73 520,00€ HT

- **LOT n°3 : Val de Marne**

Montant maximum pour le Lot 3 : 79 843,00€ HT

Le présent document est applicable à tous les lots.

## Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

---

Par Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du présent marché sont dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (AE) du lot correspondant dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant et ses annexes;
- Bordereau de prix unitaires (BPU) par lot ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, à l'exception des dispositions auxquelles le présent CCAP déroge. Ce document n'est pas fourni par l'administration et est réputé connu par le Titulaire ;
- L'offre technique du Titulaire (comprenant ses réponses aux demandes de précisions et régularisations) par lot ;
- Les modifications apportées en cours d'exécution selon les dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la Commande Publique ;

Les originaux des documents susmentionnés sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seul foi en cas de litige ou de contestation.

Toute clause portée dans la proposition du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

## Article 3 – Durée de l'accord-cadre

---

Le présent accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois courant à compter de sa date de notification.

Il peut ensuite être reconduit tacitement trois (3) fois par période de reconduction de douze (12 mois) sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède 48 mois. Le titulaire du marché ne pourra pas s'opposer à cette reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au plus tard, un mois avant la période de reconduction concernée.

La non reconduction du marché n'ouvre droit au profit du Titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement. Le Titulaire reste engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

## Article 4– Avance

---

Une avance pourra être versée dans les conditions prévues aux articles L.2191-2, R.2191-3, R.2191-5, R.2191-10, R.2191-11, R.2191-12 et R.2191-17 du code de la commande publique.

Quant aux modalités de règlement énoncées à l'article 11 du CCAG, le pouvoir adjudicateur retient l'option B.

Conformément aux conditions fixées à l'article R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans l'hypothèse où le Titulaire du marché peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier ou s'il y renonce, en cochant la case dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon les dispositions mentionnées à l'article R2191-11 du CCP.

Seuls les sous-traitants bénéficiant du paiement direct, se voient accorder une avance, sauf dans le cas où ils la refusent expressément.

## Article 5 – Emission des bons de commande

---

### 5.1 Généralités

---

Pendant la durée de validité de l'Accord-cadre, il est conclu par le Pouvoir adjudicateur autant de bons de commande que de besoins.

L'envoi des bons de commande peut se faire par voie électronique ou exceptionnellement par courrier en RAR. L'annulation d'un bon de commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Pour être valides, les bons de commande doivent être signés par une personne habilitée à engager le Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande émis pendant la période de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter postérieurement à la date d'échéance dudit accord-cadre.

### 5.2 Prestations récurrentes

---

Pour chaque lot, le numéro d'engagement du bon de commande sera transmis au titulaire du lot considéré par le Secrétariat Général de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif.

### 5.3 Prestations occasionnelles

---

Lors de la survenance du besoin, une demande est transmise, au titulaire du lot concerné.

Après la confirmation du titulaire qu'il peut prendre en charge la prestation par messagerie électronique et la transmission de son devis conforme aux pièces du marché et après validation de la part de la Délégation CNRS Ile-de-France Villejuif (afin de vérifier que l'agent est bien en mission) le numéro d'engagement du bon de commande sera transmis au Titulaire par le Secrétariat Général de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif.

La confirmation de la prise en charge et du devis par le titulaire devra être faite pendant les heures de service du CNRS soit de 7h30 à 12h00 et de 13h00 à 19h00 au plus tard 24 heures après réception de la demande.

**Dans le cas du non-respect de ces délais, le Titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article 13.2 du présent CCAP.**

### 5.4 Adresse électronique de réception des bons de commande

---

Le Titulaire s'engage à fournir au Pouvoir adjudicateur une adresse électronique non nominative et valide durant toute l'exécution du présent Accord-cadre qui pourra être utilisée par le Pouvoir adjudicateur pour la transmission électronique des bons de commande et de tout autre courriel en relation avec l'accord-cadre.

Toute demande de modification de cette adresse électronique doit être transmise au Pouvoir adjudicateur au moins un mois avant la date de début d'utilisation demandée.

En cas de changement d'adresse électronique en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est conseillé au Titulaire de maintenir opérationnelle l'ancienne adresse pendant au moins 3 mois suivant la date de début d'utilisation demandée pour la nouvelle adresse.

Il appartient au Titulaire de contrôler que tous les courriels du Pouvoir adjudicateur envoyés à cette adresse électronique ne soient pas mis en quarantaine par les dispositifs de sécurité informatique du Titulaire.

Aucune contestation relative à la non réception d'un bon de commande par courriel ne sera recevable, dès lors que le bon de commande aura été transmis en utilisant la dernière adresse électronique communiquée par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur et validée par eux.

## Article 6 – Modalité générale d'exécution de l'accord-cadre

---

Le titulaire assure l'exécution des prestations de transport dans le strict respect de la réglementation en vigueur (notamment au regard de la licence des chauffeurs et de l'homologation des véhicules), des modalités et conditions prévues au CCTP et conformément aux modalités particulières éventuelles précisées par le Pouvoir Adjudicateur.

En aucun cas le titulaire ne devra prendre l'initiative de procéder à une modification des prestations sans recueillir l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Sont attendues du Titulaire des prestations de qualité.

Les adresses de prise en charge et de dépose des Agents seront transmises par l'assistante du service social de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif.

## Article 7 – Sous-traitance

---

Les Titulaires ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations de l'accord cadre objet de la présente consultation **à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement**, sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, à l'article L. 2193-3 et R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Les modalités relatives à la sous-traitance sont définies aux articles R.2193-3 à 4 du Code de la Commande Publique.

## Article 8 – Modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre

---

Toute modification affectant le Titulaire de l'Accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

### 8.1 Modifications mineures

---

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse d'envoi des bons de commande que le Titulaire a renseignée dans son acte d'engagement. Cette information doit être transmise au Pouvoir adjudicateur au moins 7 jours calendaires avant la date à partir de laquelle elle doit être utilisée ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées au Pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, le cas échéant, dans les outils de gestion du Pouvoir adjudicateur. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'Accord-cadre par le Pouvoir adjudicateur et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire du présent Accord-cadre.

### 8.2 Modifications majeures

---

Le Titulaire doit informer le Pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'Accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'Accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'Accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'Accord-cadre au nouveau Titulaire.

Le Pouvoir adjudicateur formalise, selon les règles qui lui sont applicables, avec le nouveau Titulaire de l'Accord-cadre le transfert du/des bons de commande en cours.

Sont également considérées comme majeures toute autre modification affectant la possibilité du Titulaire, d'exécuter l'Accord-cadre. Aussi, tout événement conduisant notamment le Titulaire à ne plus pouvoir honorer les bons de commande doit être mis à la connaissance du Pouvoir adjudicateur.

## Article 9 – Clause de réexamen

---

Conformément à l'article 25 du CCAG FCS :

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

### 9.1 Réexamen des conditions d'exécution des prestations

---

Les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché ;

En cas de modifications, l'avenant comprend notamment :

La période d'application de ces modifications strictement limitée pour faire face aux conséquences des mesures prises.

En revanche, pourront être considérées comme modifications du périmètre de l'Accord-cadre l'intégration au sein de ce dernier de nouvelles dispositions techniques et ou réglementaires conformes à l'objet principal dudit Accord-cadre à savoir le transport de personnes ayant un handicap.

### 9.2 Réexamen en cas d'ajout ou modifications de références dans l'annexe financière

---

Des lignes référençant des produits dans l'annexe financière pourront être modifiées en cours d'exécution dans les cas suivants :

- Substitution d'un type de véhicule par un autre type au même prix et de qualité plus avantageuse ;
- Ajouts de nouvelles prestations ou options liées aux véhicules ne modifiant pas le prix

Ces modifications seront contractualisées par le biais d'un avenant. Ces modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou de bouleverser substantiellement l'équilibre économique du présent accord-cadre.

En revanche, pourront être considérées comme modifications du périmètre de l'Accord-cadre l'intégration au sein de ce dernier de nouvelles dispositions techniques et ou réglementaires conformes à l'objet principal dudit Accord-cadre à savoir le transport de personnes ayant un handicap.

## Article 10 – Forme et modalités de révision de prix

---

### 10.1 Nature des prix

---

Les prix initiaux du présent accord-cadre sont établis conformément à la pièce financière complétée par le titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix pourront être révisés conformément à l'article 11.2 du présent document.

Les prix sont réputés comprendre, sans que l'énumération ci-après soit limitative, toutes charges fiscales, ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents aux mises en conformité, au coût de la main d'œuvre, à l'assurance, les frais afférents à l'entretien et l'usure des véhicules et à toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### 10.1.1 Prestations récurrentes et occasionnelles à prix unitaires

Les prix des prestations renseignés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement sont des prix unitaires

### 10.2 Révision des prix

---

#### 10.2.1 Périodicité de la révision du prix

L'offre tarifaire pourra être ajustée annuellement à compter de la date de notification du marché, à la hausse comme à la baisse, selon les modalités précisées ci-après.

#### 10.2.2 Modalités de calcul de la révision du prix

➤ Formule de révision :

L'ajustement des prix se fera à chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,8 \times (L/L_0) + (0,2 \times (M/M_0)))$$

Dans laquelle :

**P** : Prix révisé

**P<sub>0</sub>** : Prix initial du marché

**L'indice L** de référence utilisé, est l'indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges Tous salariés Transport et entreposages (NAF rév. 2 section H) - (Base 100 en déc. 2008) à la date de révision des prix.

**L'indice L<sub>0</sub>** de référence utilisé, est l'indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges- Tous salariés Transport et entreposages (NAF rév. 2 section H) - (Base 100 en déc. 2008) à la date de la remise des offres.

**L'indice M** de référence utilisé M, est l'indice INSEE mensuel des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Gazole, à la date de révision des prix.

**L'indice M<sub>0</sub>** de référence utilisé M, est l'indice INSEE mensuel des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Gazole, à la date de de la remise des offres.

➤ Supports de lecture des valeurs de « L » et « M » :

Les valeurs des indices sont disponibles sur le site internet de l'INSEE, onglet « base de données », « indices et séries chronologiques », « bulletin statistique » <http://www.indices.insee.fr>

➤ Arrondi :

Pour le coefficient de révision C<sub>n</sub>, les calculs intermédiaires se font sans arrondi.

Seul son résultat est arrondi au millième supérieur. Il sera donc arrêté à la troisième décimale après la virgule arrondie au chiffre supérieur.

Ex :

Lorsque le C<sub>n</sub> est de 1,0494, il sera arrondi à 1,050

Lorsque le C<sub>n</sub> est de 1,04901, il sera arrondi à 1,050



### 10.2.3 Modalités d'application de la révision des prix :

Le coefficient de révision des prix sera calculé par le titulaire.

Il s'applique aux prestations exécutées, à compter de la date de révision.

Pour le paiement de la révision, le titulaire devra obligatoirement faire apparaître les mentions suivantes :

- Date de réalisation des prestations ;
- Montant total des prestations concernées € HT ;
- Coefficient de révision :
- Rappel de la formule de calcul du coefficient de révision applicable conformément au CCAP
- Valeurs Lo, L, Mo et M, issues des supports de lecture indiqués ci-dessus
- Les calculs effectués et le résultat ainsi obtenu
- Application de ce coefficient au montant total € HT ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant TTC de la révision.

En outre, le titulaire devra produire l'extraction de la valeur initiale et finale des indices choisis, issue des supports de lecture indiqués ci-dessus.

Afin de mettre en œuvre ces révisions de prix, le Titulaire communique au représentant du Secrétariat Général de l'Etablissement ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception **au plus tard un (1) mois avant l'échéance établie.**

A défaut, les anciens tarifs seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par le CNRS des nouveaux tarifs.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si le représentant de l'Etablissement n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

## **Article 11 – Opérations de vérification**

---

Les opérations de vérification quantitative et qualitative porteront sur la conformité des prestations réalisées avec les spécifications du CCTP, conformément à l'article 27.1 du code de la commande publique.

### 11.1 Vérification quantitative

---

Par dérogation à l'article 28 du CCAG- FCS, les opérations de vérification quantitatives sont effectuées à la fin de chaque mois. Les Titulaires des trois lots transmettent le relevé des prestations réellement effectuées ainsi que celles annulées ou modifiées dans le mois, contresigné par l'Agent, à l'assistante de service sociale du CNRS par mail et le joignent à la facture déposée sur Chorus Pro.

Le titulaire est responsable du défaut de tenu à jour du planning et peut être sanctionné suivants les modalités fixées à l'article 13.2 du présent CCAP.

### 11.2 Vérification qualitative

---

Par dérogation à l'article 27 du CCAG/FCS, les opérations de vérification qualitatives sont effectuées par l'assistante de service social du CNRS et portent sur la conformité des prestations aux stipulations du marché. Des contrôles aléatoires seront réalisés auprès des Agents.

En cas de manquement, une intervention du titulaire, quelle que soit la suite donnée, est nécessaire pour remédier au plus vite au dit-manquement.

**Dans le cas de non prise en compte des remarques par la Titulaire dans le délai imparti par le CNRS, des pénalités peuvent être appliquées, conformément à l'article 13.2 du présent CCAP.**

### 11.3 Décision après vérification

---

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément à l'article 30 du CCAG FCS.

## Article 12 – Facturation

---

Le règlement des sommes dues se fait sur présentation de factures mensuelles sur service fait, accompagnée du relevé des prestations réellement effectuées ainsi que celles annulées ou modifiées dans le mois, contresigné par l'Agent

Il est demandé une facturation par lot comprenant distinctement, par code agent, l'ensemble des Agents qui sont rattachés au lot.

### 12.1 Modalités de transmission de la facture

---

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- **Par flux d'échange de données informatisées.** Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- **Par dépôt au format PDF**

- **Par saisie en ligne dans le portail**

Le n° de SIRET CNRS à utiliser en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro est le SIRET n° 18008901303720 – structure CNRS (SCTD)

Les informations à faire figurer obligatoirement dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le code service de l'entité CNRS facturée :
- le numéro du bon de commande Commençant par exemple : 2100L012345 ;
- le cas échéant le n° de marché figurant sur le bon de commande.

Le non-respect de ces consignes pourra entraîner un rejet de votre facture.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission

### 12.2 Contenu de la Facture

---

Les factures doivent comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

1. **Le numéro de référence de l'accord cadre,**
2. **le numéro de bon de commande du CNRS (11 Caractères) 2100 L XXXXXX**
3. la désignation et la référence des produits,
4. **le nom et l'adresse complète du service destinataire de la fourniture,**
5. la date de la livraison,
6. les montants hors taxes unitaires et totaux des prestations effectuées,
7. le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA),
8. la désignation des parties contractantes du marché et le numéro Siret (titulaire et pouvoir adjudicateur),

9. le numéro de TVA intracommunautaire,
10. le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est joint à l'acte d'engagement,
11. la période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement.

Le prix de règlement tient compte de tous droits et taxes applicables au taux en vigueur au moment de la facturation. Le prix initial peut être modifié des pénalités ou des intérêts moratoires.

**Toute facture non référencée à un numéro de commande et au numéro de marché sera systématiquement rejetée.**

### 12.3 Modalités de règlement

---

Les règlements d'exécution selon les modalités prévues à l'article 10 des conditions générales d'achat du CNRS

### 12.4 Ordonnateur et comptable

---

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

La Délégée Régionale de la Délégation Ile-de-France Villejuif,  
7 Rue Guy Môquet, 94 800 Villejuif

Le comptable assignataire des paiements est :

L'Agent comptable secondaire de la Délégation Paris-Villejuif,  
7 Rue Guy Môquet, 94 800 Villejuif.

## Article 13 – Délais d'exécution et pénalités applicables

---

### 13.1 Délais d'exécution

---

Les délais contractuels d'exécution sont déterminés dans les demandes faites au titulaire. Si ce dernier ne peut respecter ces délais, il doit en informer le représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

La prolongation éventuelle du délai d'exécution pourra être accordée par ce dernier.

### 13.2 Pénalités :

---

Des pénalités sont applicables au Titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels. Ces pénalités viennent le cas échéant en diminution du montant à régler au Titulaire.

Ces pénalités sont cumulables entre elles de plein droit. Elles ne sont pas soumises à la T.V.A.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. / FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant n'excède pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

- Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCG FCS, le montant des pénalités de retard supérieures à quinze (15) minutes, dans la prise en charge de l'Agent transporté, dûment constatés après rapport de la personne transportée est **plafonné à 20 % du montant du trajet concerné**. Cette pénalité s'applique pour chaque quart d'heure de retard. En cas de retards cumulés dans une même journée, les pénalités calculées supra se cumulent dans la limite du prix d'un trajet aller-retour.
- En cas de non pris en charge ou oubli d'un Agent sur un trajet programmé ou exceptionnel et en l'absence de justification valable de la part du titulaire, **une pénalité de 100% du prix d'un trajet A-R est appliquée**.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G. / FCS, le Titulaire pourra subir les pénalités suivantes :

- En cas de manquement constaté lors de contrôle aléatoires auprès des Agents, non suivi d'une intervention du titulaire dans le délai imparti par le CNRS (cf. article 12.2 du CCAP)

**Il sera appliqué une pénalité de trois cent (300) euros par manquement constaté.**

- En cas de non transmission des états statistiques demandés à l'article 4.9 du CCTP;  
**Il sera appliqué une pénalité de cinquante (50) euros par manquement constaté.**
- En cas de non-respect de la confirmation de la prise en charge (sous 24 heures suivant la demande ou exceptionnellement sous 5 heures suivant la demande en cas d'urgence) d'un trajet pour des prestations occasionnelles (cf. article 4.3 du CCTP) et du temps de prise en charge par un opérateur de la demande d'un Agent (cf. article 4.4 du CCTP).  
**Il sera appliqué une pénalité de cinquante (50) euros par manquement constaté.**
- En cas de non transmission du relevé mensuel des prestations réellement effectuées ainsi que celles annulées ou modifiées, contresigné par l'Agent, à l'assistante de service sociale du CNRS par mail et joint à la facture déposée sur Chorus Pro.  
**Il sera appliqué une pénalité de cinquante (50) euros par manquement constaté et la facture ne sera pas réglée sans la transmission de ce document.**
- En cas de non-respect des obligations en matière environnementale prévues à l'article 5.6 du CCTP et des engagements en faveur du développement durable précisés dans son mémoire technique ;  
**Il sera appliqué une pénalité de deux cents (200) euros, après mise en demeure de 10 jours restée infructueuse.**
- En cas de :  
Véhicule inadapté au handicap de la personne transportée ;  
Covoiturage ;  
Comportement professionnel inadapté au handicap de la personne transportée et à défaut d'intervention du Titulaire ;  
**Il sera appliqué une pénalité de trois cent (600) euros par manquement constaté non régularisé**

Le Pouvoir adjudicateur peut exonérer le Titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Le Titulaire notifie alors sa demande d'exonération au Pouvoir Adjudicateur en exposant les motifs de son retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCG FCS le montant des pénalités ne peut excéder 20% du montant HT du bon de commande, tout jour entamé étant dû.

Dans le cas où le Titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, l'Etablissement se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du C.C.A.G. /F.C. S, sans que celui-ci ne puisse prétendre au versement d'aucune indemnité

### 13.3 Pénalités relatives aux dispositions du code du travail

A défaut de correction, dans un délai fixé par l'Article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par le Pouvoir adjudicateur ou par un agent de contrôle, le Titulaire s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques, en application de l'article 45 du CCAG/FCS « Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire ».

## Article 14 – Responsabilité et Assurance

### 14.1 Responsabilité

Le transporteur est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne pourra exercer aucun recours en cas de condamnation encourue par lui-même, ses employés ou préposés.

Le transporteur a la charge entière de la stricte application des mesures d'hygiène et de sécurité prescrites par les lois et règlements. Il est tenu, sous sa responsabilité exclusive, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour éviter tout accident ou dommages à ses préposés, aux voyageurs ou aux tiers.

En conséquence, il supporte seul les conséquences pécuniaires des accidents et dommages de toutes natures, corporels ou matériels, qui peuvent survenir à l'occasion de son activité et ce quelle que soit la cause des dommages ou accidents. Il renonce à exercer contre le CNRS ou ses agents toute réclamation ou action en raison des accidents et dommages ci-dessus visés et les garantit contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux.

#### 14.2 Assurance

---

Les Titulaires de l'Accord-cadre devront justifier sur demande du pouvoir adjudicateur, au moment de la consultation puis en cours d'exécution de l'accord-cadre, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et du Pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours francs à compter de la demande du Pouvoir adjudicateur.

#### Article 15– Confidentialité

---

Le Titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation préalable écrite du CNRS, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

#### Article 16– Protection des données à caractère personnel

---

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au Titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le Titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

L'objectif du marché est de fournir à l'Etablissement des prestations de transport pour les agents en situation de handicap dépendant de la délégation Ile-de-France Villejuif.

### 16.1 Finalité de traitement des données à caractère personnel

---

La finalité du traitement de données personnelles est la mise à disposition d'une application ou d'une interface web. Elle permet notamment le suivi des prestations de transport de nos agents suivant leur situation personnelle.

La base légale du traitement est la personne concernée ayant consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques. Les données manipulées sont fournies par le titulaire dans son mémoire technique. Les catégories de personnes concernées sont tout agent en situation de handicap dépendant de la délégation Ile-de-France Villejuif. Dans le cas où les données personnelles sont transférées dans un pays hors de l'Union européenne, le titulaire le précise dans son mémoire technique en indiquant les pays concernés. L'Etablissement, en tant que responsable du traitement, se réserve le droit d'autoriser ou d'interdire ces transferts.

### 16.2 Engagement du Titulaire

---

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités définies au présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCAP. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la déléguée à la protection des données, madame Gaëlle Bujan ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après

### 16.3 Obligations du sous-traitant

---

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables. »

## Article 17 – Résiliation

---

La résiliation de l'accord-cadre peut-être prononcée conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

### 17.1 Résiliation sans faute

---

La résiliation sans faute s'effectue conformément et dans les cas prévus aux articles 38 à 39 du CCAG-FCS.

La résiliation de l'Accord-cadre sans faute du Titulaire, peut être prononcée par le Pouvoir adjudicateur deux mois avant la date anniversaire de la notification de l'Accord-cadre.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation de l'accord-cadre n'ouvre droit au profit du Titulaire à aucune indemnité.

Le Pouvoir adjudicateur peut notamment décider de résilier à tout moment l'accord-cadre, pour motif d'intérêt général, si des événements affectant un ou des Titulaires de l'accord-cadre, ou le secteur économique concerné par l'accord cadre, venaient compromettre l'effectivité de la concurrence pendant le reste de la durée de l'accord-cadre.

### 17.2 Résiliation à la demande du titulaire

---

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS.

En outre, si le Titulaire se trouve dans la situation de ne plus pouvoir exécuter l'accord-cadre, il en informe par écrit le Pouvoir adjudicateur en motivant sa demande. Il peut alors solliciter la résiliation de son engagement contractuel par cette impossibilité.

Sous réserve de l'acceptation expresse de la demande par le Pouvoir adjudicateur, les modalités de la résiliation font l'objet d'une formalisation écrite entre les parties, intégrant la réparation du préjudice éventuellement subi par le Pouvoir adjudicateur.

### 17.3 Résiliation pour faute

---

La résiliation de l'Accord-cadre peut-être prononcée pour faute du Titulaire dans l'exécution des prestations objet de ces contrats, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le Pouvoir adjudicateur peut alors résilier l'Accord-cadre en cours d'exécution, si après mise en demeure du Titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés dans le délai imparti.

La décision de résiliation est envoyée en recommandé avec accusé de réception au Titulaire et prend effet à compter de la réception de cet acte.

Les modalités de la résiliation font l'objet d'une formalisation écrite entre les parties, intégrant la réparation du préjudice subi.

## Article 18 – Transfert des prestations, Phase de réversibilité

---

Le Titulaire s'engage, au moins quinze jours calendaires avant le terme de ce contrat et ce, pour quel que soit le motif de ce terme, de mettre en œuvre toutes les actions utiles permettant le transfert des activités et des données relatives à l'exécution du présent contrat au personnel désigné par le pouvoir adjudicateur.

Cette prestation de transfert d'activité doit être effectuée dans les règles de l'art et en portant une attention toute particulière au bien-être animal.

## Article 19– Droit applicable – Langue

---

En cas de litige dans l'exécution du présent Accord-cadre, le litige est porté devant la juridiction administrative territorialement compétente. Seul le droit français est applicable.

L'ensemble des documents composant l'Accord-cadre est rédigé en langue française.

## Article 20 – Obligations réglementaires

---

Le Titulaire est tenu de fournir au Pouvoir adjudicateur les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, tous les six mois à compter de la notification du présent Accord-cadre et ce, jusqu'à son terme.

Il est fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 15.3 ci-avant, lorsque, après signature de l'Accord-cadre, il ressort que sont inexactes :



- les pièces mentionnées ci-dessus, remises au titre de la candidature ou en application de l'alinéa précédent ;
- les attestations et certificats délivrés par les établissements et organismes compétents prouvant que le Titulaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, remis au titre de la candidature.

L'article 12.2 du présent document fixe les pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

#### **Article 21 – Protection de l'environnement, sécurité et santé**

---

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur, conformément à l'article 7 du CCAG FCS.

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché/accord-cadre ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

#### **Article 22 – Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité dans l'exécution des prestations**

---

Conformément à l'article 1er.II de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, « le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

#### **Article 23 – Différends et Litiges**

---

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'Accord-cadre ainsi que les éventuels différends et litiges nés de son exécution.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Melun est saisi du litige.

## Article 24 – Dérogations aux documents généraux

---

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCP et celles du CCAG-FCS, les premières prévalent sur les secondes.

Articles du présent CCAP concernés	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
2- Pièces contractuelles de l'accord cadre	Article 4.1
12 - Opérations de vérification	Articles 27 ; 27.1 : 28 et 30
14.2- Pénalités	Articles 14.1.2 et ; 14.1.3
16.1- Résiliation sans faute	Article 42

Les termes et expressions employés avec une majuscule dans les présentes ont la définition suivante :

« **CNRS** » : désigne le Centre national de la recherche scientifique.

« **Accord-cadre** » : désigne le présent contrat conclu entre le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire sur le fondement duquel les bons de commande seront émis.

« **Pouvoir adjudicateur** » désigne la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS.

« **Représentant du Pouvoir adjudicateur ou Personne Responsable du Marché** » : désigne le responsable de la passation et du suivi d'exécution de l'Accord-cadre ou d'un bon de commande.

« **Ordonnateur** » : désigne l'agent représentant du Pouvoir adjudicateur chargé de prescrire l'exécution des dépenses. Il est susceptible de cumuler cette qualité avec celle de Représentant du Pouvoir adjudicateur.

« **Agent comptable** » : désigne l'agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur. L'agent comptable est précisé dans le Marché Subséquent.

« **Titulaire** » : la ou les personnes co-contractantes désignées dans l'acte d'engagement de l'Accord-cadre que le Pouvoir adjudicateur sollicite dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre.

« **Agent** » : la personne en situation de handicap bénéficiaire des prestations du présent accord-cadre.

« **Trajet** » : désigne la prestation de transport de l'Agent.

« **Co-voiturage** » : désigne une prestation exécutée pour plusieurs Agents au sein d'un même véhicule de transport à l'exception des accompagnants de l'Agent (membre de la famille, auxiliaires et animaux de compagnie).